

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 122 (1977)
Heft: 1

Artikel: Adieu au Blitzkrieg?
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344062>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Adieu au Blitzkrieg ?

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Rarement campagne a été autant commentée que la guerre du Kippour. En effet, conflit « limité », cet affrontement entre Arabes et Israéliens a été considéré comme un véritable test des possibilités de l'armement non nucléaire moderne.

Aussi, dès 1974, dans un important colloque, organisé par l'Institut international d'études stratégiques de Londres, à l'Université du Sussex, d'éminents experts occidentaux se sont interrogés sur les enseignements à tirer des opérations de 1973. De même, les spécialistes soviétiques, notamment au cours d'une réunion à l'Académie de l'arme blindée Malinovski, ont tenté de dégager les leçons de la guerre du Kippour.

Quelles sont donc les conclusions tirées de ces études tant par les spécialistes de l'Ouest que par ceux de l'Union soviétique? Et comment désormais pourrait être conçue efficacement la défense sur le front de contact européen? Et puis, que représentent les armes nucléaires dans la conjoncture actuelle?

LES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE DU KIPPOUR

Dans l'ensemble, les experts occidentaux insistent sur les deux traits dominants de la guerre du Kippour: la *surprise*, comparable à celle qui a précédé l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, et la remarquable *efficacité des armes « anti »*, antichars et antiaériennes, véritable révélation pour bien des responsables politiques et militaires atlantiques¹.

L'élément surprise

Il a été total et il met fin, en quelque sorte, à cette thèse — longtemps soutenue par des experts américains — que la potentielle attaque contre

¹ Cf. à ce sujet:

1. « The Arab-Israel War, October 1973 — Background and events », par Elizabeth Monroe et le général A. H. Farrar-Hockley (*Adelphi Papers*, N° 111, de l'IISS de Londres).

2. « The Middle East and the international system. I. The impact of the 1973 War », par Malcom Mackintosh, Hisham Sharabi, Manns Maull, le général Merglen, Geoffrey Kemp, Leslie Aspin (*Adelphi Papers*, N° 114, de l'IISS).

3. Notre article « Réflexions sur la guerre du Kippour », *Le Monde moderne*, N° 5, mars 1974.

le dispositif atlantique d'Europe serait précédée d'une « préalerte » de cinq à dix jours, c'est-à-dire d'un délai suffisant pour la mise en place du dispositif de guerre, le rappel des réservistes européens, l'organisation de la défense civile, voire l'acheminement de renforts des Etats-Unis.

Or, à la lumière des événements d'octobre 1973 apparaît tout le danger d'une attaque surprise de la part d'un adversaire dont les forces essentielles sont déjà en ligne, avec la possibilité d'être accrues par des moyens stationnés non loin du front et donc susceptibles d'être acheminés à l'insu des Occidentaux.

Non seulement l'agresseur serait supérieur par le nombre de ses divisions, de ses chars et de ses avions lors du déclenchement de son offensive, mais il disposerait lui-même abondamment de ces armes « anti » qui ont infligé tant de destructions aux Israéliens en 1973.

La défense atlantique, elle, serait bien plus difficile que celle de ces derniers, qui n'avaient qu'un seul gouvernement, un seul territoire, un seul commandement disposant de réservistes immédiatement utilisables et connaissant bien le terrain, avec un théâtre d'opérations réduit, permettant des manœuvres sur lignes intérieures...

Car sur le front atlantique, avec une organisation interalliée, diverses souverainetés à respecter, des renforts à acheminer d'Amérique par air ou par mer, le commandement de l'Ouest serait en mauvaise posture vis-à-vis d'un assaillant ayant des forces immédiatement disponibles. Et puis, sur le front arabo-israélien, les USA ont bien pu, en quinze jours, par pont aérien, livrer à leurs protégés 23 000 tonnes de ravitaillement. Or il s'agissait là de transports exécutés en toute sécurité et de quantités nullement comparables à celles qu'exigerait une guerre sur le théâtre européen, avec tous les risques que présenterait une traversée ou un survol de l'Atlantique, face à un ennemi omniprésent.

Aussi les experts du colloque du Sussex ont-ils été d'accord pour constater qu'avec leurs moyens de 1974 les forces atlantiques eussent été en mauvaise posture face à un Blitzkrieg exécuté avec les possibilités soviétiques d'alors. D'où la nécessité, pour les nations du Pacte, de reconsidérer les structures, les moyens et les méthodes de combat de leurs armées. Mais quelles sont les conclusions tirées par les Russes de l'étude de la guerre du Kippour et, d'une manière générale, de la multiplication prévisible des armes « anti », dont ils reconnaissent l'exceptionnelle efficacité, au point de reviser, eux aussi, leurs méthodes de combat?

L'impact des armes « anti » à l'Ouest et à l'Est

La grande leçon qui se dégage de la campagne de 1973, c'est que les Occidentaux, dans les conditions de 1973, eussent sans doute succombé, sauf recours à l'arme nucléaire, à une attaque surprise venant de l'Est. Car celle-ci mettait en œuvre une puissance de feu exceptionnelle, avec des divisions très mobiles, rapidement engagées puis remplacées, la mission remplie, par des troupes fraîches de deuxième échelon.

Or, le recours aux moyens « anti » nouveaux transformerait totalement la capacité de résistance des forces atlantiques. A vrai dire, la dotation urgente en armes antichars et antiaériennes, dont la campagne de 1973 a montré l'extraordinaire puissance, serait relativement facile à réaliser.

En effet, ces moyens présentent les avantages suivants :

1. Un relatif *bon marché*.
2. Un *maniement aisé*, vite acquis.
3. De grandes *possibilités de dispersion et de camouflage*.
4. Un *soutien logistique réduit et simple*.
5. Une *remarquable précision*.
6. Une mise en œuvre par des *effectifs réduits*.

D'où la *tactique suivante*: bloquer les progressions ennemies par des engins largement dispersés sur le terrain, en largeur et en profondeur, sans offrir de cibles faciles.

Cette défense serait complétée par des coups de boutoir exécutés par de petites formations légères, éventuellement hélicoptérées, voire des contre-attaques d'une certaine envergure, avec unités mécanisées et blindées.

Il est à remarquer que les procédés en cause pourraient, dans une certaine mesure, trouver leur emploi efficace en dehors du front atlantique actuel. Les moyens « anti » légers armeraient utilement, le cas échéant, des commandos ou des partisans, pendant ou après une invasion.

Le même comportement serait valable sur d'autres théâtres, par exemple, pour la Chine, dont les forces sont actuellement sensiblement moins modernes que les soviétiques. Une armée russe serait rapidement exposée aux entreprises efficaces et constantes de soldats ou partisans, même légèrement armés, mais néanmoins capables d'agir contre les occupants et leurs véhicules, en profitant des avantages du terrain et de la complicité de leurs concitoyens.

Bref, les moyens « anti » modernes de la défense confèrent actuellement à celle-ci une supériorité qui n'a nullement échappé aux responsables militaires soviétiques.

Même avant la guerre du Kippour, les chefs russes, conscients de la véritable mutation que les armes nouvelles allaient susciter, s'interrogeaient sur les possibilités et les risques d'une grande offensive future. Et, dès 1967, le général Zeltov avait attiré l'attention sur les conséquences éventuelles de l'emploi du projectile guidé, capable d'atteindre tout char à plusieurs kilomètres.

A vrai dire, *diverses solutions nouvelles ont été suggérées par des experts soviétiques en vue d'une éventuelle attaque contre la ligne de contact des forces atlantiques*¹.

Trois formules essentielles semblent avoir été envisagées pour l'exécution de l'offensive à laquelle tiennent les Russes en dépit des armes nouvelles désormais à la disposition des armées occidentales.

Première solution: une intervention préalable d'armes nucléaires soviétiques

Elle semble avoir été généralement écartée, pour des raisons tant politiques que stratégiques. En effet, il est normal de ne pas avoir recours à l'arme majeure, face à un adversaire qui, même en Europe, dispose des 7000 engins atomiques américains, dits « tactiques », mais capables d'atteindre le territoire soviétique. Car une certaine évolution est intervenue ici dans la doctrine, aucun des deux camps n'ayant intérêt au grand suicide nucléaire commun. Mais il est certain qu'en dehors de l'arsenal USA, les potentiels français et britannique jouent ici en faveur de la dissuasion.

Deuxième solution: celle de l'artillerie

Elle consisterait à éliminer les armes « anti » de la défense par de puissants tirs d'artillerie. Il faut rappeler ici que, pendant la dernière guerre mondiale, l'artillerie russe — alors avec des densités jamais réalisées auparavant — a joué un rôle exceptionnel au cours des attaques successives qui ont conduit les armées rouges du cœur de la Russie jusqu'à Berlin.

¹ Cf. à ce sujet « The Soviet Anti-Tank Debate », de Phillip A. Karber, dans *Survival* de mai 1976.

Mais cet emploi en masse n'est plus une heureuse formule dans les conditions actuellement prévisibles d'une offensive stratégique. En effet, la multiplication des armes « anti » de toutes catégories exigerait une large décentralisation des tirs, à exécuter au niveau des batteries agissant à vue, en tir direct. Ce qui exclurait sans doute une puissante coordination des feux à un échelon élevé. En outre, ce qui primerait dans l'attaque à envisager dorénavant, c'est une extrême rapidité, car l'efficacité des moyens « anti » ennemis serait en fonction indirecte du temps de leur intervention possible.

Dans ces conditions, la solution « artillerie » ne semble plus recueillir la majorité des suffrages. En particulier, les cadres de l'arme blindée soviétique sont en général opposés à cette formule, dont l'application exposerait dangereusement leurs chars aux feux des moyens de la défense, en raison de la trop longue durée de la préparation, désormais considérée comme inadmissible, du moins dans la grande offensive encore envisagée. D'où une troisième solution, celle d'une action préalable rapide.

Troisième solution: le « raid préalable », par le véhicule de combat blindé d'infanterie, le BMP

Pour ses partisans, le meilleur moyen dans le combat anti-antichars, c'est l'actuel véhicule blindé de combat de l'infanterie BMP, car il est muni:

- d'une arme antichars téléguidée;
- d'un canon antichars;
- d'un lance-engins antichars détenu par l'un des occupants du véhicule.

Une attaque avec ce véhicule blindé a l'immense avantage de donner à l'opération le rythme accéléré indispensable à la progression de l'infanterie, trop vulnérable à une attaque avec cette préparation d'artillerie dont elle serait dépendante dans la deuxième solution envisagée. Bien au contraire, la vitesse accrue du véhicule blindé BMP, avec ses caractéristiques assez voisines de celles du char, permet l'action rapide, la seule efficace contre les armes « anti » modernes.

En somme, il s'agit là d'une sorte de *raid « préemptif », ultrarapide*, à travers un dispositif non encore installé ou en flagrant délit d'instal-

lation. Il va de soi que *le facteur surprise joue ici un rôle essentiel*, car l'opération irait au-devant d'un échec devant un adversaire averti, bien implanté sur le terrain, avec d'ailleurs la possibilité d'y exercer une défense active, dynamique, les engins antichars et antiaériens modernes étant susceptibles de changer de place très facilement.

Mais quelles solutions peuvent adopter les forces atlantiques pour tirer tout le bénéfice possible de ces armes qui vont bientôt renforcer les possibilités du « bouclier » de l'OTAN? A vrai dire, les différents pays occidentaux du Pacte non seulement envisagent de se doter amplement en armes « anti », mais ils semblent reconsidérer les structures et les doctrines d'emploi de leurs forces. En particulier, la « programmation militaire » votée par le Parlement français semble annoncer une réforme de l'armée de terre tenant compte de la situation résultant des matériels nouveaux.

Mais divers auteurs ont exposé des doctrines tenant un large compte de la prodigieuse efficacité des armes « anti » de toutes catégories. Parmi eux, nous citerons Brossollet, dans *Essai sur la Non-bataille* (Editions Belin, 1975)¹ Ferdinand-Otto Miksche, *Vom Kriegsbild* (Editions Seewald, 1976), et Steven Canby (dans « The Alliance and Europe: Part IV, Military Doctrine and Technology » (*Adelphi Papers*, N° 109).

Thèse du commandant Brossollet

Pour cet auteur, une réforme du corps de bataille français est à envisager, en tenant un plus large compte des nouvelles possibilités antichars et antiaériennes. Certes, Brossollet adopte une attitude quelque peu extrême, en supposant un véritable « adieu à la bataille ». Car il croit désormais impossible la bataille telle que la voyaient Napoléon et Foch, avec la perspective de l'anéantissement de l'ennemi.

Mais, par contre, une défense du pays avec de petites unités largement dispersées en front et en profondeur, telle qu'il la préconise, correspond bien aux possibilités désormais accrues de la défense, grâce aux moyens « anti » de toute espèce.

Signalons que le corps de bataille qu'envisageait le commandant Brossollet était le suivant:

1. *Un dispositif général à base de « modules de présence », chacun de*

¹ Cf. pour plus de détails, « Bataille ou Non-bataille », *Revue militaire suisse*, mai 1975.

15 hommes, en trois équipes dotées d'armes antichars et de mines, ainsi que d'une équipe disposant d'armes antipersonnel — avec mission, en cas d'attaque, de détruire des chars adverses.

Chaque « module » devait tenir un secteur de 20 km².

2. *Renforçant l'action des modules de présence: des modules aéromobiles*, comportant chacun 1 hélicoptère de reconnaissance et 2 hélicoptères d'attaque, armés de l'engin antichars Milan et opérant des « *destructions ponctuelles* », en « *chasse libre* ».

3. *Pour des actions plus puissantes: des « modules lourds »*, constitués par les actuels régiments de chars (54 chars, renforcés, dans l'organisation suggérée, par des armes antiaériennes).

Le corps de bataille réformé, prévu par l'auteur, serait réduit de moitié par rapport à ses effectifs de 1975. D'où la possibilité d'accroître les forces d'intervention, alors de 25 000 hommes seulement.

Le commandant Brossollet suggérait une implantation de l'ensemble des forces du corps de bataille réformé sur un large espace — sur les 500 km d'un front allant de Bâle à Dunkerque et sur 120 km de profondeur, dans l'hypothèse d'une défense strictement française. Dans un cadre européen, les forces françaises en cause seraient susceptibles d'occuper un carré de 250 km sur 250, partie en Allemagne fédérale, partie dans la région frontalière franco-allemande.

Pour mettre en œuvre cette défense et assurer un bon fonctionnement du commandement, Brossollet prévoyait un vaste réseau de transmissions en principe automatique, avec suppression partielle de la hiérarchie traditionnelle, afin que les renseignements parviennent immédiatement aux chefs ou aux exécutants, sans ces délais inadmissibles, constamment constatés au cours des exercices nationaux ou interalliés. En limite de maillage, le réseau hertzien serait relié directement à l'état-major général, et, au sommet, une banque des données permettrait un tableau rapide de la situation générale.

A vrai dire, l'ouvrage cité ne mentionne pas la réorganisation du commandement à envisager.

Ces suggestions sont données ici à titre indicatif. Car, entre-temps, une réforme des forces terrestres françaises a été amorcée, après le vote, par le Parlement, de la programmation militaire proposée par le gouvernement.

Cette réorganisation est basée sur les principes suivants :

1. *Abolition de la distinction entre forces du corps de bataille et forces du territoire.*
2. *Accroissement des armes « anti ».*
3. *Adoption d'une formation divisionnaire intermédiaire entre l'ancienne brigade et l'ancienne division.*

En somme, la France s'oriente vers des divisions de type léger, souvent interchangeables, utilisables soit à l'intérieur, soit sur le front de combat de l'avant, voire même à l'extérieur.

Dans ces conditions, les suggestions du commandant Brossollet, si intéressantes qu'elles puissent être, ne semblent pas pouvoir s'appliquer aux forces françaises de demain, et d'ailleurs elles ne prévoyaient absolument pas la possibilité d'une vraie « bataille ». Elles ne fournissaient que des possibilités de défense.

D'autres auteurs ont envisagé cette défense, mais sans toutefois exclure une éventuelle bataille. Parmi eux, nous citerons Ferdinand-Otto Miksche, ancien officier tchèque, devenu lieutenant-colonel français.

Thèse du lieutenant-colonel Ferdinand-Otto Miksche

Elle a été exposée dans l'ouvrage, rédigé en allemand, *Vom Kriegsbild*, récemment publié par les Editions Seewald. Dans cette étude, l'auteur suggère une solution de défense active comportant des divisions légères (*Schützendivisionen*) pour la tenue du terrain.

Ces divisions, largement dotées en armes légères et maniables, notamment pour la lutte contre les blindés et l'aviation, comprendraient environ 7500 à 8000 hommes, dont 2000 consacrés au service des armes antichars. Chacune tiendrait un espace de 5 km sur 5 et trois d'entre elles formeraient un corps d'armée, le service logistique étant assuré par ce dernier.

Le dispositif consisterait en points d'appui et champs de mines, entre lesquels s'exercerait une défense dynamique et non pas fixe. Ces divisions, comprenant des noyaux fixes complétés, en cas d'alerte, par des réservistes locaux, auraient pour mission, tout en tenant le terrain, de faciliter l'intervention d'unités mécanisées en :

1. *Canalisant les attaques ennemies.*
2. *Protégeant les flancs des interventions amies.*

3. Procédant au *nettoyage du terrain repris*.

4. *Empêchant toute infiltration ennemie*.

Pour la position à occuper, Miksche prévoit des postes de tir, des dépôts souterrains, des obstacles de toute sorte, combinés avec des emplacements d'armes disposés en échiquier, afin de réaliser une efficacité antichars totale.

Une coordination entre l'action des blindés et les postes de tir anti-chars serait à rechercher. Miksche prévoit la projection de véritables champs de mines sur les blindés adverses, tandis que des « meutes » de chars légers amis accueilleraient, avec leurs engins guidés et leurs canons de bord, les appareils ennemis ayant réussi à passer. La défense serait donc d'une efficacité exceptionnelle, l'adversaire devant se frayer un chemin entre les mines et les feux antichars.

Miksche voit là une défense vraiment active, par un *combat dynamique qui, loin d'être un combat de tranchées du type 1914-1918, comporterait des retours offensifs, de rapides changements de position au niveau tactique, sous le signe d'un perpétuel « louvoisement »*.

La lutte antichars — dont les moyens vont de l'arme individuelle au canon, à la roquette guidée et à la mine, souvent attirée par le char lui-même — obtiendra des résultats exceptionnels. Car, par exemple, dit Miksche, 350 roquettes avec 2100 mines feront atterrir sur un espace de 4 km² en deux minutes leur pluie de mines, susceptible de détruire le tiers de la cinquantaine de blindés d'un régiment de chars. L'action antiaérienne, elle aussi, joue un rôle primordial dans la défense, où s'affirme, par ailleurs, la *tendance à substituer l'engin à l'artillerie traditionnelle*.

Telles sont quelques-unes des idées exprimées par Miksche dans son dernier ouvrage. Le spécialiste et ancien officier USA Steven Canby préconise des thèses semblables.

Thèses de Steven Canby

Cet expert américain est, lui aussi, partisan d'une défense en « échiquier », avec une répartition harmonieuse des missions entre divisions chargées de cette défense et, à cet effet, pourvues richement en armes « anti », d'une part, et d'autres forces, dotées amplement en chars, mais précédées de formations légères, équipées en PGM (*Precision Guided*

Munitions), chargées de l'action antichars dans la progression des unités amies, de l'autre.

En somme, comme les experts russes, Steven Canby semble considérer comme normalement impossible l'attaque directe par chars, face aux possibilités nouvelles de la défense. Il y a, incontestablement, une certaine analogie entre la conception de la « manœuvre-raïd » soviétique et cette poussée en avant d'engins munis de PGM, afin de faciliter l'intervention des chars.

Canby, comme Miksche, prévoit un certain allègement des grandes unités. Il fait partie de cette école qui recommande, sur le front atlantique, une « défense avec moins d'hommes » (*Defence with fewer Men*)¹.

Les trois opinions occidentales citées montrent à quel point se transforme la pensée militaire du monde libre. Les spécialistes en cause sont vraiment conscients de la valeur que prennent désormais les armes « anti » dans la défense, alors que le Blitzkrieg perd de son antérieure efficacité. D'où ce désir de réforme qui se manifeste actuellement dans les pays du monde libre, atlantiques surtout, qui entrevoient maintenant une meilleure possibilité de faire face à la potentielle agression. Par contre, les Russes s'interrogent sur la possibilité de leur éventuelle offensive, face à une défense occidentale à qui les moyens « anti » modernes conféreront une capacité de résistance et de destruction dont la guerre du Kippour a révélé les possibles dimensions.

Mais, compte tenu de ces faits, quelles transformations ont fait subir les uns et les autres à leurs armées?

Les transformations ébauchées à l'Est et à l'Ouest

A l'Ouest, les responsables politiques et militaires, du moins dans les pays les plus importants, ont tiré les conclusions adéquates des enseignements de la guerre du Kippour, d'une part, du prodigieux développement constant du potentiel de guerre soviétique, de l'autre.

Aux Etats-Unis, le rapport du ministre de la Défense, M. Donald Rumsfeld, sur la politique militaire américaine est significatif. Dans ce document, du 26 janvier 1976, adressé au Congrès², ce responsable USA

¹ Cf. à ce sujet: « The Alliance and Europe: Part II: Defence with fewer Men », par Kenneth Hunt (*Adelphi Papers*, N° 98, 1973).

² « Report of Secretary of Defense Donald H. Rumsfeld to the Congress on the FY 1977 Budget. »

a dressé le bilan de la situation actuelle au front de contact et sur le reste du globe. Il a demandé, en conséquence, une nette augmentation des crédits militaires, afin de doter son pays des moyens nécessaires pour les trois sortes de forces: nucléaires, stratégiques; nucléaires du théâtre d'opérations européen; forces de type classique terrestres, navales et aériennes.

Compte tenu des nécessités du moment, il a préconisé notamment:

1. *Une stratégie de l'avant*, comme étant plus simple à assurer qu'une manœuvre basée sur un certain abandon de territoire pour gagner du temps. Cette stratégie, a précisé le ministre, sera d'autant plus facile que les troupes au contact disposeront des moyens de défense ultramodernes, qui permettront cette résistance sur place indispensable.

2. *Un renforcement des forces terrestres* américaines, à porter à 16 divisions d'active, et *des forces aériennes tactiques* (par 4 escadres).

3. *Pour les forces navales, un accroissement et une modernisation limités*, les possibilités financières ne permettant pas de réaliser déjà le programme des 600 unités envisagées. Dans ces conditions, la *priorité sera donnée à la construction de navires de combat de surface et de sous-marins d'attaque*.

4. *Un développement des transports aériens et navals*, militaires et civils, afin de faire face aux besoins de renforcement et de soutien du front d'Europe en cas d'agression.

M. Rumsfeld a souligné le fait que des améliorations — notamment la mise sur pied de brigades supplémentaires sur le front de l'OTAN, ne doivent pas modifier l'importance des effectifs. En somme, les intentions américaines sont d'améliorer et d'augmenter les armes, voire d'attribuer à des divisions d'infanterie légère des unités blindées.

Bref, l'objectif des USA, c'est de doter leurs forces des meilleurs matériels, avec notamment un accroissement important des moyens « anti » de toutes catégories. Pour créer des unités nouvelles, des économies substantielles semblent devoir être réalisées sur le volume parfois excessif des « tranches divisionnaires ». Ce qui sera facile pour les troupes stationnées en Allemagne fédérale.

En France, une grande réforme de l'armée est en cours, comme nous venons déjà de le constater. La suppression des brigades va permettre

la mise sur pied de 14 divisions quaternaires, ayant les compositions suivantes :

— 8 divisions blindées, à 8200 hommes, comprenant chacune essentiellement 2 régiments de chars et 2 régiments mécanisés ;

— 6 divisions d'infanterie à 6500 hommes, comprenant 3 régiments motorisés et 1 régiment de blindés légers.

En outre, existeront :

— 1 division alpine de 11 500 hommes, articulée en 6 bataillons ;

— 1 division parachutiste de 14 500 hommes, qui comprend deux brigades (11^e division d'intervention).

Ces forces seraient complétées, en cas d'alerte, par 14 divisions de réserve, constituées avec du personnel des écoles et des réservistes.

En somme, en cas de guerre, la France disposerait de 30 divisions généralement légères. Ces forces seront dotées progressivement d'un matériel très moderne, notamment en matière d'armes antichars et anti-aériennes.

En Allemagne fédérale, également, une réforme est en cours. L'unité d'emploi est ici la brigade, une brigade moderne, la « Brigade 80 ». Il s'agit, en fait, d'une réorganisation profonde dont on sait seulement qu'elle comprendra 36 brigades, dont 5 expérimentales servent déjà de modèles. En 1977, une décision décidera de la structure définitive de la Bundeswehr de 1978, date à laquelle l'armée fédérale recevra ses armes nouvelles.

En attendant, on parle beaucoup, en RFA du combat « intégré » déjà pratiqué par les forces allemandes, des matériels modernes qui seront adoptés, des « armes de la troisième génération ». Les roquettes seront à guidage automatique, des systèmes de barrage, notamment à l'aide de petites mines, lancées par le système MARS de l'artillerie ou par l'avion Tornado, seront susceptibles, pense-t-on, d'arrêter des unités blindées pendant des heures, voire des journées entières. Mais on insiste, dans les milieux concernés, sur la nécessité de mettre au point l'organisation nouvelle pour 1980, date à laquelle l'Union soviétique aura, elle aussi, entièrement modernisé ses forces. Or, l'armée russe vient de subir une évolution différente de celles qu'envisagent les réformes occidentales.

En URSS, en effet, les effectifs des divisions ont été considérablement accrus. La division mécanisée, qui était de 10 000 hommes en 1971, passée à 12 000 en 1975, d'après la « Military Balance » de l'Institut d'études stratégiques de Londres, s'est accrue encore et se monterait actuellement à 14 000 d'après certains experts allemands. On signale également une augmentation des pièces d'artillerie, passées, dit-on, de 105 à 165, le nombre de roquettes porté de 220 à 700.

Un très grand effort a été fait pour le matériel, d'une manière générale, notamment par le char T 64. Ce dernier est muni d'un système de chargement automatique à 28 coups, semblable à celui du BMP 1, dont il a la vitesse.

Par ailleurs, de grands progrès ont été réalisés dans les blindés de combat, les hélicoptères, les nouveaux systèmes antiaériens et les barrages de mines.

L'augmentation du volume des divisions représentera, dans les années quatre-vingts, une force d'assaut considérablement accrue et il faut espérer que les réformes entreprises à l'Ouest permettront à la défense atlantique renforcée de faire face à la nouvelle menace. Mais faut-il admettre que, compte tenu de la future puissance du corps d'attaque soviétique, d'une part, de l'amélioration du potentiel défensif occidental en cours, d'autre part, l'éventuelle attaque venant de l'Est s'effectuerait en deux temps, comme le laissent entendre les partisans de la manœuvre-raid préemptive évoquée au cours de notre exposé ?

Il serait difficile de fournir une réponse sûre à cette question. Certes, il est logique, de la part des Soviétiques, d'envisager successivement :

1. Dans un *premier temps*: une opération éclair de ratissage rapide, afin de priver la défense de son dispositif antichars. La qualité des véhicules blindés BMP se prêterait bien à une telle opération.

2. Dans un *deuxième temps*: une attaque massive, avec des divisions lourdes, mais très mobiles et comportant une puissance de feu jamais réalisée encore.

Tout dépend ici de la nature de la défense telle qu'elle sera concrétisée par le « bouclier » de l'OTAN. Car ce dernier doit être capable de faire face à une action instantanément réalisable de la part des forces mises en place dès le temps de paix. Il faut donc que, notamment, les forces allemandes et américaines, au premier rang du dispositifatlan-

tique, soient rapidement dotées de toutes les ressources qui confèrent à la défense de demain cette exceptionnelle supériorité dont la guerre du Kippour n'a fourni qu'un modeste exemple.

Et puis, il est indispensable que les armées d'Europe libre s'entraînent à une nouvelle sorte de défense active, à base d'une fructueuse coopération entre moyens de « réplique » qui arrêtent, c'est-à-dire bloquent l'attaque — et les moyens d'assaut qui exécutent sur l'heure des coups de boutoir, pratiquent la « chasse libre », ou qui, en force, se lancent à la contre-attaque, voire à l'exploitation de certains succès locaux.

Certes, en raison de tant d'inconnues, il serait difficile de dire actuellement si, et alors dans quelles conditions, il est possible d'envisager « la bataille ». Mais une certitude : le combat doit être entrepris à tout instant. Tous les auteurs cités sont d'accord sur ce point : la *défense peut et doit être essentiellement « active »*. Elle ne saurait être à aucun prix cette guerre de position de 1914-1918, compte tenu des moyens modernes et de l'attaque et de la défense.

Certes, bien des auteurs parlent de la « non-bataille » ou de « l'adieu aux armes », car ils se réfèrent à cet élément nouveau et monstrueux, la menace nucléaire qui, théoriquement, devrait, par une dissuasion totale, marquer la fin des grands conflits. Du moins si le « pari sur la raison » s'avère justifié. A vrai dire, il est significatif que les experts des deux camps semblent *exclure, du moins comme solution normale et probable, l'intervention de l'arme majeure*. Et M. Rumsfeld a même exprimé formellement cette opinion dans son rapport au Congrès.

Toutefois notre étude serait incomplète sans une évocation du problème nucléaire.

LA GUERRE NUCLÉAIRE DANS LE CONTEXTE DU MOMENT

D'abord il convient, dans ce domaine pratiquement sans expérience, de se référer aux positions des deux Grands surtout et compte tenu de l'évolution à la fois technique, politique et militaire des dernières années.

A l'origine, alors détentrice d'un monopole, l'Amérique s'engageait à répliquer par une riposte atomique massive à toute agression contre l'un des membres de l'OTAN. Puis, avec l'accession de l'URSS à la parité nucléaire, c'est progressivement le concept de la *flexible response* que la nation guide de l'Alliance allait imposer à ses partenaires.

Désormais, l'attitude est très nuancée, mais les alliés européens ont été souvent inquiets de l'application de cette doctrine, très incertaine dans le temps et dans son étendue. Ils se sont interrogés sur la crédibilité de la promesse américaine. D'une part, ils se demandaient si les Etats-Unis allaient risquer la destruction de leurs cités pour la sauvegarde de celles des alliés. Et puis on pouvait craindre une invasion totale de l'Europe atlantique avant le déroulement efficace des aggravations successives théoriquement prévues par Washington. Ce sentiment n'était pas étranger au « dégageant » du général de Gaulle. Et un général allemand résumait les craintes en cause en disant que « l'Europe veut être protégée et non seulement libérée par les Américains ».

Depuis, la France a accru son arsenal nucléaire et l'acquisition, par elle, d'armes atomiques tactiques renforce sa position. Quant aux deux Grands, ils ont tous deux amélioré leurs potentiels en la matière, et leur compétition se poursuit ici, en dépit des accords SALT.

Et pourtant, nous l'avons constaté, les doctrines se sont modifiées de part et d'autre. Il est significatif, notamment, que la pensée militaire russe, en quelque sorte libérée depuis la parution de la première édition de la *Stratégie militaire* de Sokolovski, ait nettement évolué. La guerre n'apparaît plus comme forcément nucléaire aux yeux des experts soviétiques. Et la position américaine, comme le signalait officiellement M. Rumsfeld, soutient un point de vue semblable.

Toutefois, il convient de noter que M. Schlesinger, alors ministre américain de la Défense, envisageait officiellement l'emploi de l'arme nucléaire tactique dans l'hypothèse où cette intervention aurait pour effet d'empêcher un désastre des alliés sur le front européen. Dans son rapport au Congrès, le successeur de M. Schlesinger a en quelque sorte confirmé les affirmations de ce dernier. Il a insisté sur la « nécessité de l'OTAN d'être en mesure, en réaction à une attaque classique d'envergure ou à une attaque limitée de nature nucléaire, d'effectuer des actions nucléaires sélectives efficaces contre des forces militaires du Pacte de Varsovie, avec des dommages limités sur la région environnante ».

En somme, nous assistons à une politique américaine de fermeté accrue devant le potentiel de guerre constamment augmenté et perfectionné de l'URSS. Tout en considérant comme non probable une intervention de l'arme majeure, le grand responsable de la défense des Etats-Unis recommande un perfectionnement de l'arsenal entier de son pays,

une vigilance totale sur le front de contact renforcé et une aptitude constante à toutes les catégories de répliques.

Mais un élément nouveau entre ici en ligne de compte, les PGM, ces « munitions guidées avec précision » (*Precision Guided Munitions*), capables, dans une certaine mesure, de remplir les missions — ou du moins certaines missions — antérieurement du ressort des armes nucléaires tactiques. Par exemple, ces moyens perfectionnés pourraient remplacer dans une certaine mesure les *Pluton* français. Mais quel sera alors leur effet sur le niveau du seuil nucléaire ?

Quoi qu'il en soit, il semble bien que la distinction entre armes atomiques stratégiques et tactiques soit fondamentale pour les Américains, alors que le général Norstad, alors commandant suprême des forces alliées en Europe, avait déclaré ne pas être en mesure de faire une différence entre ces deux catégories. Actuellement, par contre, le commandement USA considère comme « tactiques » celles qui sont destinées exclusivement à la défense du front atlantique — appelées « forces nucléaires liées au théâtre d'opérations » par M. Rumsfeld dans son rapport — et comme « stratégiques » celles qui, tirant à grande distance, sont susceptibles de porter la désolation dans les territoires nationaux des deux Grands.

Cette différenciation, largement connue des Russes, pourrait inciter ces derniers à bien séparer, eux aussi, les deux domaines, celui du champ de bataille et celui des espaces propres des deux superpuissances. Et l'on entrevoit très bien une sorte de convention tacite — presque inconsciente peut-être — entre Moscou et Washington pour un respect réciproque des deux territoires, la bataille nucléaire intervenant éventuellement sur le front de contact, entre engins dits « tactiques » russes et américains, abstraction faite des moyens britanniques et français surtout, ces derniers obéissant essentiellement à des considérations nationales ou européennes.

Cette perspective a de quoi inquiéter l'Europe atlantique, l'Allemagne fédérale surtout. Car celle-ci craint de voir son territoire devenir la cible, tant des 3500 engins soviétiques que des 7000 américains stationnés sur le front atlantique, ainsi que des *Pluton* français.

D'où la proposition d'une personnalité politique, M. Dregger, de la CDU, qui suggérerait une sorte d'entente franco-allemande afin d'assurer en quelque sorte l'association entre les moyens classiques de la Bundes-

wehr et les armes nucléaires tactiques françaises. Car ce qui inquiète surtout les responsables allemands, c'est que, du fait de leur portée, les *Pluton* ont normalement des objectifs situés sur le territoire de la RFA, qui, elle, s'est engagée à ne pas acquérir des moyens atomiques. A vrai dire, l'emploi de PGM pourrait remplacer en quelque sorte les armes nucléaires tactiques, tout en constituant un danger limité pour le territoire national fédéral.

De toute manière, il semble être sage, de la part des alliés européens, de tenir largement compte de la possible « sanctuarisation » des espaces russe et américain, et donc de considérer avant tout le problème nucléaire du théâtre d'opérations. Deux éléments entrent ici en ligne de compte, et d'abord les quelque 7000 têtes nucléaires américaines du front atlantique, force de dissuasion essentielle de l'Europe libre. Mais, pour produire leur effet maximal, il ne faut pas que leur éventuel emploi soit subordonné à une volonté politique étrangère au continent. En d'autres termes, la menace serait ici parfaitement crédible le jour où ces armes seront aux mains des responsables des pays européens dont elles doivent préserver l'intégrité territoriale.

Cette mesure s'impose d'autant plus que les alliés en cause fournissent la grande majorité des forces classiques du front de contact. Et d'ailleurs M. Rumsfeld n'a pas manqué d'insister sur l'importance de cette contribution. Il est donc inconcevable que les moyens atomiques en cause dépendent d'un double commandement, alors que la crédibilité de la promesse américaine est mise en doute, des deux côtés du rideau de fer. Car un sondage de décembre 1974 a fait connaître que 39 % des citoyens des Etats-Unis seulement étaient alors partisans d'une intervention de leur pays en cas d'agression contre l'Europe atlantique.

Certes, la concession nécessaire en faveur des alliés serait difficile à obtenir dans les conditions du moment. Mais il est possible qu'après les élections une position plus conciliante vis-à-vis de l'Europe amie se développe à Washington.

Quant aux moyens nucléaires français, ils se sont notablement accrus et constituent désormais une menace sérieuse. Certes, on peut se demander combien des 36 *Mirage* parviendraient sur leurs objectifs. Mais les sous-marins atomiques et les missiles du Plateau d'Albion sont des atouts remarquables pour la sécurité européenne. Leur protection exige cependant une surveillance constante, par les marines française et alliées,

de ces sous-marins soviétiques croisant le long des côtes européennes et qui sont susceptibles de s'attaquer tant aux sites de Provence qu'aux sous-marins nucléaires français sortant de leurs bases. Mais, au prix d'une inlassable vigilance anti-sous-marine atlantique, c'est une force représentant « mille fois Hiroshima » que la France met actuellement au service de la dissuasion occidentale... Il est heureux d'ailleurs qu'une telle menace soit le fait d'un allié du continent.

Au danger atomique faut-il ajouter celui d'une guerre utilisant les forces atmosphériques et géologiques pour la destruction de l'adversaire ou de son territoire? Certes, divers de ces moyens ont été employés par les forces USA au Vietnam et sont susceptibles d'être perfectionnés. L'URSS a même proposé des accords pour la limitation de ces nouvelles armes. Il serait difficile de dire dans quelle mesure une entente à ce sujet est possible entre les deux Grands. De toute manière, il s'agit là de moyens de destruction qui, dans l'ensemble, ne sont pas encore au point et dont même certains procédés d'emploi n'ont guère dépassé le stade des vues de l'esprit. Bref, dans l'immédiat, il convient de méditer les enseignements de la guerre du Kippour, et il incombe aux puissances occidentales de l'Alliance atlantique d'entretenir en outre un potentiel nucléaire exemplaire, seule garantie réelle contre l'apocalypse mutuelle que tous voudront éviter.

* * *

Il résulte de nos réflexions que, sauf recours à l'arme majeure, le Blitzkrieg jadis envisagé par les experts soviétiques ne présenterait aucune chance de succès, pour l'Est, contre des alliés atlantiques vigilants et bien dotés en armes « anti » de toutes catégories.

Certes, le front de contact occidental ne possède pas encore tous les moyens nécessaires en densité suffisante. D'autant plus qu'une véritable course aux armements se poursuit entre les deux Grands, alors que la progression des alliés européens est plus lente dans ce domaine. Le budget militaire russe, selon M. Rumsfeld, est voisin de 15% du PNB. D'où, par exemple, le passage des têtes nucléaires, pour les armes soviétiques stratégiques, de 450 en 1966, à 2500 en 1976. Et nous avons constaté l'accroissement et le perfectionnement des chars russes, des armes « anti », qui ont fait leurs preuves en 1973. En outre, l'URSS semble

accepter des pertes élevées pour ses unités de première ligne, relevées immédiatement par les divisions de deuxième échelon.

Dans ces conditions, il faudra aux soldats occidentaux une « volonté de défense » exceptionnelle pour subir les éventuels assauts successifs des masses soviétiques, alors que, dans notre société de consommation, l'officier apparaît souvent comme un « manager » plutôt que comme un chef militaire traditionnel, le soldat devenant lui-même essentiellement un « spécialiste ». Or, l'histoire nous apprend que les nations évoluées, victimes de leur prospérité, vont au déclin quand elles ont perdu l'esprit guerrier, l'esprit de sacrifice. Et, dans le monde libre du moment, cette décadence est accentuée par cette constante subversion de toutes origines qui, sous des aspects divers, souvent humanitaires ou pacifistes, voire religieux, sape la volonté de défense de nos pays peu à peu moralement désarmés. Car, comme l'écrit le général Callet ¹: « ... crises et conflits surprennent toujours leurs victimes préférées: les élites qui faiblissent et les peuples qui abandonnent. »

A vrai dire, le monde totalitaire connaît, lui aussi, des difficultés. Et l'Union soviétique éprouve actuellement des incertitudes sur sa sécurité intérieure et l'avenir du régime. Une opposition grandissante, que l'institution du « Goulag » ne parvient pas à bloquer, dresse contre les maîtres de la Russie du moment la multitude des antirusses des pays annexés, les anticomunistes et les communistes « humains », frères de ceux du « Printemps de Prague », en une immense coalition, dont l'affirmation et les témoignages sèment le doute dans l'esprit même des communistes étrangers, qui se distancent souvent du PC de Moscou...

Et puis, sur le plan économique, l'URSS est tributaire de la technologie capitaliste, plus avancée que la sienne, bloquée par une bureaucratie paralysante, incapable d'appliquer la réforme de Libermann. En somme, et tout en se donnant les moyens d'une éventuelle guerre éclair — directe ou précédée du « raid préemptif » — l'Union soviétique pratique la coexistence pacifique, c'est-à-dire la coopération devenue indispensable au progrès de son industrie. Il y a, dans cette nouvelle politique, à la fois l'affirmation d'une volonté de puissance et comme l'aveu d'un certain échec.

Face à cette double attitude — peut-être celle d'un géant aux pieds d'argile, comme le laissent entendre certains écrivains soviétiques — celle

¹ Dans *Légitime Défense*. Editions Charles-Lavauzelle, 1976.

de l'Occident s'impose. D'abord une *défense totale* — militaire, mais aussi politique, voire sociale, comme nous la recommandent Sakharov, Soljénitsyne, Pliouchtch et tant d'autres; mais aussi *la détente*, avec une Russie en évolution et où, par-delà le rideau de fer, tant d'hommes généreux nous tendent une main fraternelle. C'est là une lourde tâche. Mais à ce double prix seulement le monde libre préviendra, par une constante maîtrise à la fois du présent et de l'avenir, la potentielle agression, sous une forme ou une autre, celle du Blitzkrieg notamment.

Et pourtant une telle politique n'évitera le conflit que si notre « pari sur la raison » est valable vis-à-vis de l'Union soviétique. Car, après tout, la guerre n'est-elle pas un phénomène éminemment irrationnel? Motif de plus pour pratiquer à la fois la défense et la détente.

F.-T. S.

